

2 Politique

Réduction du train de vie de l'État

Le RHM condamne les mesures gouvernementales

J.K.M

Libreville/Gabon

Le président du Rassemblement Héritage et Modernité, Alexandre Barro Chambrier, a également appelé "à la libération immédiate des prisonniers politiques", tout en exigeant que le Centre gabonais des élections fixe la date du prochain scrutin législatif.

LE verbe haut, le ton incisif, le président du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), Alexandre Barro Chambrier, s'est montré particulièrement virulent à l'égard du pouvoir actuel au cours de la conférence de presse qu'il a animée, le 31 juillet dernier, au siège de la formation politique qu'il dirige. Cela en "condamnant sans réserve, l'injustice



Photo : Chris Oyame/ L'Union

Vue partielle des journalistes.

des mesures d'austérité improvisées et contre-productives" adoptées récemment par le gouvernement dans le but de réduire le train de vie de l'État. Qualifiant ces mesures de "punitives" et "essentiellement orientées contre les agents de la Fonction pu-

blique", il a indiqué que la situation économique actuelle de notre pays n'est que la conséquence "des choix inopinés et hasardeux" qui a conduit le Gabon dans une situation de "cessation de paiement". Selon lui, il faut "des mesures de stabilisation qui exigent des ré-



Photo : Chris Oyame/ L'Union

Le président du RHM, Alexandre Barro Chambrier, lisant le propos liminaire.

formes structurelles, propres à améliorer le climat des affaires". D'où, a-t-il avancé, "le RHM salue la lutte de la centrale syndicale Dynamique unitaire et appelle ses militants et sympathisants à soutenir les justes revendications qu'elle mène en vue de faire pièce à l'injustice et à la

démagogie du régime". Abordant le volet lié aux élections législatives à venir, Alexandre Barro Chambrier s'est étonné de ce que la date du scrutin ne soit pas encore fixée, "alors que d'une part, le Centre gabonais des élections (CGE) a été mis en place, et que d'autre

part, une dotation budgétaire relative aux élections figure dans la Loi de finances rectificative 2018". Dans cette optique, il a appelé "le gouvernement à mettre à la disposition du CGE les moyens nécessaires à l'organisation des élections législatives afin de lui permettre de rendre publique la date des élections", tout en attachant "le plus grand intérêt à ce que ce scrutin se déroule dans des conditions de transparence totale". De même, il a condamné, "de nouveau, les arrestations et détentions arbitraires, les enlèvements et disparitions forcés ainsi que la recrudescence des crimes rituels". Non sans avoir exigé "la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques".

Sénat/En prélude à la 4e assemblée générale de l'APNODE

Les parlementaires se préparent

LLIM

Libreville/Gabon

LE sénateur Richard André Moussounda Mikala, membre élu au compte du Gabon au sein du Réseau des parlementaires africains pour l'évaluation des développements (APNODE), a présidé, hier, au palais Omar Bongo Ondimba, siège du Sénat, une réunion préparatoire de la 4e assemblée générale de cette organisation. Cette rencontre qui intervient après celle de Khartoum au Soudan se tiendra du 8 au 10 août prochain à Libreville. En présence des autres parlementaires, il est longuement revenu sur la vision de l'APNODE qui est de promouvoir l'efficacité du développement et de la



Photo : D.R

André Richard Moussounda Mikala (3e à partir de la gauche) préside la rencontre...

croissance inclusive en Afrique, à travers l'utilisation des données probantes issues de l'évaluation du développement lors de la prise de décisions et de l'élaboration des politiques publiques. Soulignons que créé en mars

2014 à Yaoundé (Cameroun), à l'initiative des parlementaires africains, l'APNODE est dirigé par un comité exécutif élu tous les deux ans lors d'une assemblée générale annuelle. Ce dernier comprend onze par-

lementaires membres du réseau et trois partenaires au développement ; un secrétariat qui assure une liaison étroite avec ses membres et des sections nationales et régionales. Ses activités portent sur le plaidoyer, le

réseau, le renforcement des capacités de développement, la sensibilisation et la mobilisation des ressources. Cette organisation a pour objectifs d'accroître la capacité des parlementaires, les soutenir, les encourager à œu-

vrer pour l'institutionnalisation de l'évaluation en vue d'éclairer la prise de décisions, l'échange des expériences entre pays en Afrique et au-delà, etc. L'APNODE compte 20 membres.



Photo : D.R

...à laquelle prennent part ses collègues.

Appel à la suspension de certaines mesures

LLIM

Libreville/Gabon

C'est le vœu émis par le Bureau régional de l'Union internationale des services publics et assimilés Afrique francophone (Tui-ps & A), samedi écoulé, au cours d'un point de presse animé par son vice-président, par ailleurs président du Congrès des agents publics, para-publics et privés de l'État (Cappe), Emmanuel Mve Mba. C'était à son siège sis à Nkembo dans le 2e arrondissement de la commune de Libreville.

EN présence des membres des dix-sept centrales syndicales légalement consti-

tuées, de ceux du Tui-ps & A et du CAPPE, le vice-président de cette dernière structure, Emmanuel Mve Mba, a rendu publics les avis et propositions de l'organisme qu'il représente sur "les récentes mesures structurelles et conjoncturelles prises par le gouvernement". Pour lui, la mise en œuvre du processus visant la modernisation des services publics devrait se faire selon le schéma : "information préalable aux partenaires sociaux, concertation sociale et négociation avec les partenaires sociaux". L'orateur a ensuite indiqué que si l'on constate que certaines mesures visent véritablement à améliorer les conditions de travail et d'existence des agents pu-



Photo : LLIM

blics, il n'en demeure pas moins que d'autres sont de nature à fragiliser et perturber la paix sociale et politique dans notre pays.

Notamment, la mesure relative à la mise sous bons de caisse des agents publics, le gel des recrutements, des concours et de

mise en stage étendue à l'ensemble de l'administration pour une durée de trois ans... Emmanuel Mve Mba a également sollicité l'intervention du chef de l'Etat pour surseoir "aux mesures querellées". Par ailleurs, il a promis d'initier dans les tout prochains jours un dialogue social national assorti d'une négociation avec les partenaires sociaux, aux fins de construire une administration gabonaise plus objective, opérationnelle et compétitive qui cadrerait avec les exigences internationales et la modernisation des systèmes de gestion des agents publics en Afrique et dans le monde. Tout comme, il a exhorté le gouvernement à rendre pu-

blics les résultats de l'opération Mamba qui vise l'assainissement des finances publiques et dont il souhaite la poursuite. Il l'a aussi invité à apurer sa dette vis-à-vis de la CNAMGS. Non sans demander aux médecins et pharmaciens, de privilégier le dialogue et la concertation en mettant en exergue leur esprit d'humanisme qui caractérise leur vocation. Il a également pris l'engagement de saisir, dans les tout prochains jours, respectivement l'Union internationale des services publics et assimilés, basée à Rome en Italie, la Fédération syndicale mondiale (FSM) à Athènes en Grèce, et le Bureau international du travail (BIT) à Genève en Suisse.

Le vice-président du Bureau régional de l'union internationale des services publics et assimilés Afrique francophone, Emmanuel Mve Mba, lors de sa déclaration.